

Philippe Van Parijs

**L'UNIVERSITE AUJOURD'HUI :
LIBRE MARCHE CONTRE LIBRE EXAMEN ?**

Propos recueillis par Martin Biot

La Savate. Le magazine des étudiants de l'UCL
n° 335, novembre 2007, pp. 8-9.

Comment définiriez-vous l'esprit critique ?

C'est une attitude qui consiste à se demander inlassablement: « Est-ce bien vrai ? » « Est-ce bien juste ? » « Quelles bonnes raisons ai-je de le croire? ». A propos de ce qu'on nous raconte à la TV et dans les journaux, dans les bouquins et sur le web, dans les églises comme dans les mosquées, dans les auditoriums comme dans les cafés. Mais surtout à propos de ce qu'on a soi-même tendance à penser, par préjugé ou par paresse, par intérêt ou par passion. Ainsi compris, l'esprit critique n'implique nullement que l'on passe son temps à critiquer ce que d'autres font ou à dénoncer ce qu'ils disent. Il est parfaitement compatible avec des convictions fortes et des engagements enthousiastes. Et il est essentiel pour leur donner une base lucide et légitime.

L'environnement qui nous entoure pousse l'université à mener des réformes afin qu'elle puisse s'adapter. Le monde actuel peut nous paraître de plus en plus tourné vers l'internationalisation, le marché et la consommation de masse. On parle de plus en plus de labels ou de rankings afin de mesurer la qualité pour établir des classements de produit. L'enseignement, faisant partie de ce monde globalisé, peut-il

être mesuré comme n'importe quel bien ? Cette mesure peut-elle utiliser des critères objectifs ?

Nous n'échapperons pas aux rankings. Ils sont le corrélat nécessaire du développement d'un vaste marché de l'enseignement supérieur, lui-même le corrélat inéluctable de la mobilité croissante des étudiants. La construction et la publication d'indicateurs simples, simplistes même, de la qualité des universités accompagnent inévitablement l'émergence d'une liberté de choix sans précédent dans l'histoire de l'enseignement supérieur.

Aucune université ne pourra se permettre de rester en dehors de ce jeu. Pas parce que la place dans les rankings est un bon reflet de la qualité des universités mais parce qu'elle en est un facteur de plus en plus puissant. Je m'explique.

Si de bons étudiants ou de bons enseignants se demandent dans quelle université d'Europe ou du monde ils aimeraient étudier ou travailler, il y a peu de chance qu'ils commencent à lire le classement des universités par le bas. Ils rêveront d'abord à celles dont ils savent ou croient savoir qu'elles sont jugées excellentes par d'autres que leurs dirigeants. Les universités bien classées dans les rankings internationaux sont dès lors bien placées pour attirer et sélectionner les meilleurs enseignants et surtout les meilleurs étudiants. Or rien n'affecte autant la valeur d'une formation que la qualité des condisciples avec qui on la suit, en raison de l'effet d'émulation mais aussi en raison du réseau qu'il crée ultérieurement. Dans un environnement où la mobilité devient la règle, les universités qui n'attirent pas les meilleurs resteront avec les pires et s'enfonceront dans un cercle vicieux. Si sommaires, si fragiles, si injustes soient-ils, aucune université ne pourra donc se permettre le luxe d'ignorer les indicateurs qui sous-tendent les rankings.

Cette mesure peut-elle utiliser des critères objectifs ?

Les critères sont pour la plupart « objectifs » — du ratio profs/étudiants au nombre de prix Nobel. Mais les critères dits « subjectifs » — la réputation au sein d'un échantillon mondial d'universitaires et d'employeurs — ne sont pas nécessairement plus mauvais.

Que ce soit avec des indicateurs objectifs ou subjectifs, il est clair qu'on est encore loin d'avoir trouvé une manière à la fois compacte, contrôlable et intelligente le degré auquel les universités s'acquittent de toute la gamme de leurs missions : la recherche, y compris sur des questions locales à faible visibilité internationale ; la formation, y compris pour des catégories de jeunes mal préparés par leur milieu familial et leur parcours scolaire ; et le service à la société, en particulier sous la forme d'une participation responsable au débat public constitutif de la vie démocratique locale, nationale ou mondiale.

Selon vous, l'université doit-elle déterminer sa politique en fonction de sa place dans les rankings ou doit-elle se concentrer sur ses particularités ?

L'université ne doit certainement pas se braquer sur les indicateurs actuellement utilisés. Elle doit remplir du mieux qu'elle peut ses trois missions, et la reconnaissance nationale et internationale suivra. Mais notre université a intérêt à tirer parti d'un atout fabuleux. Si l'UCL et la KuL étaient comptabilisées ensemble, elles deviendraient la première université de l'Union européenne continentale (après quatre britanniques) dans le classement de Shangai. Et elles ne doivent l'une et l'autre leur bonne tenue dans le ranking du *Times* qu'au fait que les critères « subjectifs » ne les distinguent pas. Nos deux universités partagent 93% de leur histoire, 95% de leur logo et 100% de leur Grand-Chancelier. Collaborations renforcées, mise en commun de cours et d'étudiants, nominations croisées et fonctionnement accru dans le latin du XXIe siècle devraient permettre sous peu de jouer pleinement et sans tricher la carte « Louvain » et de se hisser ainsi durablement et à peu de frais dans le top européen.

Comme nous pouvons l'observer, le financement par enveloppe de la Communauté française diminue proportionnellement par étudiant. Pour réagir à cela, l'université peut avoir recours à des investissements privés. Peuvent-ils être un danger aux valeurs que celle-ci est censée porter ?

Ce n'est pas la fermeture de l'enveloppe qui induit la concurrence entre universités. C'est le fait que le contenu de l'enveloppe est distribué en fonction du nombre d'inscriptions et

que les universités peuvent bien moins qu'avant compter sur un public captif : à l'échelle nationale comme à l'échelle mondiale, la concurrence des universités est le prix à payer pour la liberté de choix des étudiants. Ceci dit, lorsqu'il y a enveloppe fermée, il n'y a pas seulement concurrence, mais risque sérieux de diminution absolue des ressources suite au succès relatif du concurrent. Et cela peut renforcer l'incitation des universités à se tourner vers des financements privés. Des donations définitives dont seuls les intérêts financent une activité de l'Université accroissent l'autonomie de celle-ci et lui permettent de mieux servir les valeurs qu'elle s'assigne, quelles qu'elles soient : c'est par exemple grâce à son patrimoine gigantesque que Harvard peut se permettre d'être aussi critique à l'égard de l'administration en place et de ceux qui la soutiennent. Mais si les activités ne peuvent être financées que par l'obtention au compte-goutte de subventions privées sans cesse à renouveler, un temps précieux sera détourné vers la collecte de fonds au détriment des missions propres de l'université, et l'indépendance de celle-ci à l'égard d'intérêts privés sera constamment menacée.

Le fait que les universités deviennent de véritables concurrents pour attirer les étudiants pourrait-il nuire à la qualité de l'enseignement donné ?

Bien sûr. Pour pouvoir continuer à payer son staff, chacune des universités peut être acculée à admettre des étudiants qui n'ont ni les capacités ni la motivation requises et à inventer des diplômes qui valent subsides mais ne mènent à rien. La qualité de l'enseignement ne peut qu'en souffrir : directement par une baisse du taux moyen d'encadrement, et indirectement par la pression sur le temps que les enseignants peuvent consacrer à la recherche et par là au maintien d'un enseignement universitaire digne de ce nom.

Comme on peut déjà le remarquer dans le modèle anglo-saxon, l'université tend à devenir un véritable endroit d'apprentissage pour les classes les plus riches de la population. Cela est dû notamment à l'augmentation des coûts d'inscription, qui peuvent être liés à la réputation de l'établissement sur le plan international. Ce phénomène pourrait-il se produire ici (avec l'effet Bologne) ?

Il ne faut pas avoir du « modèle anglo-saxon » l'image tronquée qu'en donnent ceux qui en font une panacée ou un repoussoir. Ainsi, une des choses qui m'ont étonné à Harvard, c'est que tout étudiant, américain ou non, issu d'une famille dont le revenu ne dépasse pas 40.000 dollars jouit de la gratuité intégrale, logement et repas compris, pendant les quatre ans de son bac. Mais comme cette catégorie est très faiblement représentée parmi les étudiants admis sur base de leurs compétences, cela ne coûte pas très cher à Harvard. Du point de vue de l'égalité des chances, le problème se situe en effet bien moins au niveau des droits d'inscription qu'au niveau des inégalités dans la scolarité préalable.

Pour ma part, je préfère en principe le modèle « européen » où le coût de l'enseignement supérieur est essentiellement supporté par la fiscalité générale. Mais la mobilité transnationale va le mettre sous forte pression. Et si des glissements sont à effectuer quant au financement public des divers niveaux d'enseignement, ceux qui se préoccupent en priorité d'égaliser les chances ne peuvent pas hésiter une seconde : il faut renforcer le financement public de l'enseignement maternel (qu'il faut rendre obligatoire) et primaire, en particulier celui qui accueille les enfants d'origine étrangère, et faire payer davantage les bénéficiaires de l'enseignement universitaire, privilégiés en moyenne par leur origine et surtout par leurs perspectives d'avenir.

Le Conseil Académique a adopté le projet de l'AGL sur les Alter's Cours. Ce projet souhaite éveiller l'esprit critique des étudiants en invitant différents professeurs/professionnels à donner leur point de vue (qui peut être différent de celui qui enseigne la matière initialement) sur un cours/sujet en particulier. Que pensez-vous de ce projet ?

Je trouve l'idée des alter-cours excellente, tout comme du reste celle des cours méta et métis, initiatives antérieures inspirées d'un souci analogue que j'ai toujours tenté d'appuyer dans la mesure du possible. Ceci dit, pour que l'initiative atteigne ses objectifs, il y a de sérieux défis à relever: entre autres, que les interventions extérieures soient suffisamment intégrées dans la trame du cours; qu'elles n'exemptent le titulaire du cours de prendre position lui-même sur des questions controversées (en reconnaissant qu'elles le sont), mais au contraire l'encouragent à le faire; que l'on n'hésite pas à inviter des

intervenants dérangeants, voire même politiquement incorrects, plutôt que seulement des amis du profs qui servent, sous couvert d'"altérité", à confirmer son autorité.

Comment définiriez-vous l'université idéale ?

C'est un lieu où des profs passionnés par leur domaine font partager leur enthousiasme à des étudiants avides d'apprendre et de comprendre.

C'est un lieu où des chercheurs donnent libre cours à leur curiosité intellectuelle, à leur fascination pour des énigmes irrésolues, en collaboration fraternelle avec une poignée de collègues disséminés sur la terre entière.

C'est enfin une communauté d'étudiants, de chercheurs et d'enseignants qui réfléchissent aux grands et petits problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées, qui imaginent et élaborent des propositions pour les résoudre, qui en débattent en mobilisant le fantastique stock multidisciplinaire de compétences concentrées dans une université, et qui s'acquittent ainsi de la responsabilité capitale qui leur incombe plus que jamais dans notre monde complexe et mouvant : dire, y compris sur les questions les plus brûlantes et les plus délicates, ce qu'au mieux de leurs connaissances ils estiment vrai et juste, même et surtout si cela ne plaît pas aux puissants du jour ni à l'opinion publique du moment.